

**Les rapports entre la police et les citoyens** se sont dangereusement dégradés : violences policières lors de manifestations, mort de Rémi Fraisse et d'Adama Traoré, « l'affaire Théo », contrôles d'identité au faciès, discriminations et propos racistes. L'assouplissement des règles de légitime défense pour les policiers, l'indulgence voire l'impunité de policiers responsables d'actes de grande violence, sont autant de mesures qui ne participent pas à l'apaisement.



Quelles sont vos propositions pour que la police retrouve son rôle de protection des citoyens, pour apaiser les relations entre la police et la population, pour améliorer et contrôler les pratiques policières ? Quelles actions mènerez-vous en tant que député.e ?

**Adrien TIBERTI**  
**PCF – Front de gauche**

Il faut d'abord embaucher massivement dans la police nationale pour éviter que les agents de ce service public ne soit en permanence sur la brèche et développer la formation initiale et continue des agents.

Ce que proposent de nombreuses associations comme le récépissé, les caméras portées par les agents et le fait de rendre apparent le matricule sont des actions justes et nécessaires. Je m'appuierai sur le travail de ma camarade Laurence Cohen au Sénat pour avancer dans cette voie.

**Cécile DUFLOT**  
**PS - EELV**

Je suis favorable à la mise en place du récépissé pour les contrôles d'identité. Je me suis notamment exprimée en faveur de son expérimentation lorsque j'étais au gouvernement et me suis heurtée à la volonté inverse du ministre de l'intérieur d'alors et cela a contribué à ma décision de quitter le gouvernement lorsque ce dernier a été nommé premier ministre.

Le port de caméras embarquées par les agents de police permet également d'instaurer des rapports plus respectueux entre la police et les citoyens et peut être l'un des moyens de restaurer la confiance.

Plus largement, je suis favorable à l'instauration ou à la restauration d'une police de proximité dont les méthodes seraient de nature à apaiser les rapports avec notre police.

Le sentiment d'impunité des agents doit aussi être interrogé, dès lors que les actes violents ou les « bavures » sont trop souvent sans conséquences pour les fautifs.

**Danielle SIMONNET**  
**La France insoumise**

Les nombreuses "bavures" et terribles drames résultent directement des politiques sécuritaires, des problèmes de sous effectifs et d'épuisement et des commandements assumés par les deux derniers gouvernements. Comme le titrait le site Reporterre au sujet de la mort de Rémi Fraisse, les

coupables sont à Matignon et Place Beauvau.

Il est important d'interdire définitivement l'usage des flash-balls, des grenades de désencerclement. Un recrutement et un grand plan de formation de l'ensemble de la police républicaine est nécessaire.

La France Insoumise défend l'instauration de récépissés datés et cosignés, ainsi que les modifications législatives nécessaires pour en finir avec les contrôles au faciès.

Nous souhaitons également restaurer la police de proximité et dissoudre les brigades anti criminalité. Nous devons en revenir aux gardiens de la paix et non aux forces de l'ordre, telle est notre conception du rôle de la police républicaine.

**Emmanuelle PIERRE-MARIE**  
**EELV**

Déjà mettre en œuvre le récépissé lors des contrôles polices

Former les policiers aux discriminations et à la médiation interculturelle, notamment en présence de jeunes.

Renforcer les partenariats avec les clubs de prévention et les services sociaux

Mettre en place une police de proximité.

**George PAU-LANGEVIN**  
**PS**

Les forces de police sont là pour nous protéger, à la fois dans notre quotidien, mais également face à la menace terroriste. Elles ont été largement éprouvées ces dernières années, prises pour cible lors des attentats et encore récemment sur les Champs Elysées. C'est à rappeler tout d'abord. Je ne confonds pas les comportements violents ou illégaux de quelques-uns qui doivent être dénoncés avec la mission d'intérêt général que les policiers remplissent au bénéfice de la population.

En tant que députée, je soutiendrai un retour de la police de proximité. Je voterai également les budgets permettant l'augmentation du nombre de policiers, rendu nécessaire par leurs tâches toujours plus épuisantes et nombreuses.

**Jacques BAUDRIER**  
**PCF – Front de gauche**

Les violences policières très graves révélées ces dernières années sont les conséquences directes des politiques menées par le gouvernement Sarkozy pérennisées par le gouvernement Hollande grâce notamment à l'état d'urgence. La mission répressive des forces de police a pris le pas sur les missions de protection et de prévention. Ce glissement dangereux est très inquiétant.

Le PCF-Front de Gauche en lien avec de nombreuses associations mène une réflexion et fait des propositions depuis plusieurs années pour lutter contre le contrôle au faciès, comme la proposition de loi visant à mettre en place des récépissés lors des contrôles de police, Il faut aller plus loin en réhabilitant les missions de prévention de la police pour la population et en renforçant la formation des agents de police.

Nous souhaitons renforcer la législation et les moyens judiciaires pour condamner les bavures policières et durcir les règles en matière de légitime défense.

Ces mesures nécessitent des moyens supplémentaires importants en termes de personnel et d'encadrement. Il faut prendre en compte l'épuisement physique et moral des forces de police qui sont à bout de souffle, en revalorisant leur salaire et en leur proposant des soutiens supplémentaires.

**Marinette VALIERGUE**  
**ANLD - À nous la démocratie !**

Alors qu'elle est censée garantir le respect des lois et de la personne humaine, la police est devenue un objet de détestation et de crainte dans les quartiers les plus fragiles, précisément ceux qui ont le plus besoin de l'action publique et de protection. La complaisance des gouvernements successifs face aux dérapages policiers tient essentiellement à la nécessité dans laquelle croit se trouver la classe politique d'obtenir le vote d'une corporation en la défendant envers et contre tout.

Nous rappellerons donc que la police est la police du peuple, pas de ses représentants, et renforcerons le lien entre police et la population, en multipliant les lieux de dialogue et de compréhension mutuelle, à l'image de ce que proposent de faire des collectifs nombreux qui se sont rapprochés de nous lors de cette campagne législative, que ce soit à Aulnay-sous-Bois, à Sarcelles ou dans les quartiers Est de Paris. La méthode d'ANLD étant la consultation directe des populations, nous mettrons autour de la table tous les acteurs, afin que les solutions viennent d'eux. Là où cette méthode est mise en œuvre, les choses avancent. Nous ne pensons pas que de simples dispositifs venus d'en haut amélioreront durablement la situation.

**Yves FREMION**  
**Citoyens – Paris Ecologie**

Il faut retrouver une police républicaine. Quand on voit le succès des théories anti-républicaines dans les rangs policiers, on a la fâcheuse impression qu'ont dû ressentir nos ancêtres des années 1930 puis pendant l'Occupation. Un policier anti-républicain, qui affiche le portrait d'Hitler ou de Le Pen dans son placard n'a rien à faire dans la police. Je suis triste de devoir dire qu'on ne s'en sortira pas sans une certaine « épuration » (j'emploie ce mot à dessein) dans la police chargé du maintien de l'ordre. On a laissé la contamination aller trop loin.

Député, je plaiderai pour une formation choc des policiers, y compris les plus anciens : sur les valeurs de la République, sur les méthodes de coercition non-violentes, sur un autre état d'esprit : les policiers sont au service des citoyens, pas leurs ennemis. Cela sera long et compliqué.